

MAITRE D'OUVRAGE



MISE EN CONFORMITE « Accessibilités » De 34 établissements recevant du public du patrimoine régional

LYCEE JACQUES MONOD SAINT JEAN DE BRAYE - 45800

PHASE PRO

OCTOBRE 2025

LOT 08 : REVETEMENTS DE SOLS / FAIENCES

Architecte - Mandataire
SKARBK ARCHITECTE - Mr Antoine SKARBK
5 rue du Colombier - 45000 ORLEANS
Tél: 02 38 81 15 83 - Mail: contact@skarbek-architectes.com



Architecte - Co-traitant
UN ARCHITECTE - Mr Nicolas SALAÜN
8 place Jean Monnet - 45000 ORLEANS
Tél: 09 71 48 90 06 - Mail: contact@un-architecte.com



Expert Accessibilité / Signalétique / GED
ATIPY - Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghelle@atipy.fr
& Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr



Economiste
CHEDEAU - Mr Denis CHEDEAU
117 rue Saint Marceau - 45100 ORLEANS
Tél: 02 38 88 27 99 - Mail: denis.chedeau@orange.fr



Bureau d'Etudes Structures
SL STRUCTURES - Mr Saidou LI
1 place Rivière-Casalis - 45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64 - Mail: contact@slstructures.fr



Bureau d'Etudes Electricité
ECR - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@e-cr-ecr.fr



Bureau d'Etudes CVC
ECI - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@e-cr-eci.fr



Bureau d'Etudes VRD
INCA - Mr BONGIBAUT
9 rue du Clos des Venelles - Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 - Mail: secretariat@inca-ing.fr



Paysagiste
STRIBLEN - Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orléans
Tél: 02 38 80 24 76 - Mail: contact.atelier@olivier-triblen.fr



Bureau d'Etudes SSI
PREVENTI - Mr Karim ADROUCHE
33 Boulevard Rocheplatte - 45000 Orléans
Tél: 02 38 22 02 01 - Mail: preventi@yahoo.fr

SPECIFICATIONS GENERALES	3
1.1 Objet du présent lot	3
1.2 Accessibilité aux personnes handicapées	3
Généralités	3
1.3 Réglementation acoustique	3
1.4 Réglementation thermique	3
1.5 Code de la construction	4
Partie législative	4
1.6 Code du travail	4
1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail	4
Coordination sécurité	4
1.8 Déroulement des travaux	5
1.9 Objet du C. C. T. P.	5
1.10 Examen des documents	5
1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)	6
1.12 Qualifications Professionnelles	6
1.13 Etablissement du projet d'exécution	6
1.14 Nettoyage de chantier	6
1.15 Observations préliminaires	7
Généralités	7
Normes françaises	7
1.16 Classement U. P. E. C. des locaux	7
1.17 Descriptions des ouvrages	7
Enduits de planissage.....	8
DESCRIPTION des OUVRAGES	9
1 – Bande d'éveil à la vigilance	9
2 – Contraste des contremarches	10
3 – Contraste des nez de marches	11
4 – Circulation sur le tapis	11
5 – Travaux de sols et plinthes suite à dépose	12
6. Travaux fin de lot	13

SPECIFICATIONS GENERALES

1.1 Objet du présent lot

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C. C. T. P.) concerne les travaux du lot n° 08 Revêtements de sols / Faïences relatifs à la mise en conformité – Accessibilités d'établissements recevant du public du Patrimoine Régional.

1.2 Accessibilité aux personnes handicapées

Généralités

L'ensemble des prestations du présent lot devra être conforme aux textes régissant l'accessibilité aux personnes handicapées notamment :

- Circulaire interministérielle n°**DGUHC 2007-53** du **30 novembre 2007** relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation (voir annexes de **1 à 5**)

1.3 Réglementation acoustique

Suivant la **Nouvelle Réglementation Acoustique**.

Textes réglementaires en vigueur :

- l'arrêté du **30 mai 1996**, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolation acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit.
- Arrêté du **30 juin 1999** relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments
- le décret n° 2006-1099 du **31 août 2006** relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

1.4 Réglementation thermique

Documents officiels RT 2012

- Décret du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **27 juillet 2006** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (J.O du 15 août 2006)
- Arrêté du **3 mai 2007** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (rectificatif paru au JO du 8 septembre 2007, initialement paru au JO du 15 mai 2007)
- Arrêté du **21 septembre 2007** relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine (J.O du 28 décembre 2007)
- Arrêté du **4 mai 2009** relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs et parties nouvelles de bâtiments et pour les rénovations de certains bâtiments existants en France métropolitaine.
- Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine

1.5 Code de la construction

- Code de la construction, version consolidée au **Juillet 2011**.

Partie législative

- Livre Ier : Dispositions générales.
- Titre préliminaire : Informations du Parlement en matière de logement (**Article L101-1**)
- Titre Ier : Construction des bâtiments.
- Chapitre Ier : Règles générales.
- Section 1 : Dispositions applicables à tous bâtiments. (**Articles L111-1 à L111-3**)
- Section 2 : Dispositions générales applicables aux bâtiments d'habitation.
- Sous-section 1 : Règles générales de construction. (**Articles L111-4 à L111-6**)
- Sous-section 2 : Règles générales de division. (**Articles L111-6-1 à L111-6-2**)
- Section 3 : Personnes handicapées ou à mobilité réduite. (**Articles L111-7 à L111-8-4**)
- Section 4 : Caractéristiques thermiques et performance énergétique. (**Articles L111-9 à L111-10-1**)
- Section 5 : Caractéristiques acoustiques. (**Articles L111-11 à L111-11-2**)

1.6 Code du travail

Les entreprises devront se conformer aux indications du plan général de coordination établi par le coordinateur des mesures d'hygiène et de sécurité désigné par le Maître d'ouvrage, ainsi qu'aux exigences des différents services concernés.

Le présent projet est soumis aux décrets et lois concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

En conséquence, les entreprises devront fournir avant le début des travaux, un P.P.S.P.S (Plan *Particulier et de Protection de la Santé*) dans les conditions réglementaires fixées par la loi.

Chaque entreprise, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou d'autres.

Spécialement elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier :

- échafaudages
- garde corps
- filets
- engins de levage
- installations électriques, etc.

1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformément au code du travail, livre 2, titre 2, décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété.

Coordination sécurité

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- ↺ respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18
- ↺ rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36

- ↪ participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 235-11 à L. 235-14, R. 238-46 à R. 238-56
- ↪ respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés
- ↪ respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.)
- ↪ viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19.

1.8 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Il est tenu :

- ↪ d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- ↪ d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyen de toute sorte, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit, ainsi que le maintien, ou le rétablissement de tous les raccordements et alimentations.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'Œuvre mettre en demeure l'entrepreneur :

- ↪ d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier
- ↪ d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

1.9 Objet du C. C. T. P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet la définition des travaux de chaque lot nécessaire à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans joints.

Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir compte tenu des plans généraux et de détails fournis par le Maître d'Œuvre.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces ainsi que des plans et descriptifs des corps d'états autres que le sien et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction et des objectifs attendus en matière de performance énergétique.

1.10 Examen des documents

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible la nature et la position des ouvrages à réaliser.

Le C.C.T.P. et les plans forment un tout, se complètent et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres.

L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier pour chiffrer une proposition globale et forfaitaire.

Les spécifications des différents C. C. T. P. par corps d'état, peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles – ci sont des prescriptions minimales au dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Chaque entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans sont dû par l'entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification des ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modifications intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécification contraires définies dans les localisations des C. C. T. P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu. L'entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier D. C. E.

En conséquence, l'entreprise ne pourra jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

D'une façon générale, l'entreprise devra tous les travaux, fournitures, prestations même non désignés nécessaires à une exécution normale et parfaite de ses travaux.

Avant tout commencement d'exécution, l'entreprise s'assurera de l'exactitude des plans et des coupes du dossier, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses observations au Maître d'œuvre.

1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)

Lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au Maître d'Œuvre chargé de les collecter, leurs Dossiers d'Ouvrages Exécutés, vérifiés et certifiés, comportant outre les schémas et plans cotés, les documents et fiches techniques des matériaux et matériels réellement installés.

Ces documents seront fournis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire sur clef USB.

Ces documents sont également nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage).

1.12 Qualifications Professionnelles

Les travaux dont la description est donnée dans le présent C. C. T. P. sont obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée ayant la qualification définie par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Certification du Bâtiment.

1.13 Etablissement du projet d'exécution

L'Entrepreneur prendra possession du terrain et des bâtiments existant dans l'état où ils se trouvent.

L'Entrepreneur est réputé s'être rendu sur place afin de connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance du bâtiment et du site environnant.

1.14 Nettoyage de chantier

Lorsque l'Entrepreneur aura terminé une pièce, celle-ci devra être débarrassée de toutes chutes, de tous emballages et autres, qui seront sortis des bâtiments et enlevés aux décharges (ou) stocker à un endroit défini par

le titulaire du compte prorata (lot n°1 Gros Œuvre).

Aucune trace de ragréage, colle et autres ne devra apparaître sur les plinthes, murs, menuiseries, blocs portes et appareillage.

Dans le cas contraire, tout ou partie d'ouvrage déprécié de ce fait seront remplacés par l'Entrepreneur spécialiste au frais de l'Entrepreneur défaillant.

1.15 Observations préliminaires

Généralités

Les travaux du présent lot seront exécutés conformément au cahier des prescriptions techniques générales applicables aux travaux de revêtements de sols publiés par le C.S.T.B.

D.T.U. n°26.2

Chapes et dalles à base de liants hydrauliques
Cahier du C.S.T.B. n°1794 de Septembre 1982

D.T.U. n°52.1

Revêtements de sols scellés,
Octobre 1973, Décembre 1974 additif n°1 Juillet, Août 1977, Octobre 1985.

D.T.U. n°55

Revêtements muraux scellés
Avril 1961
Modification du classement U.P.E.C. suivant cahier du C.S.T.B. n°1504.
Livraison n°189 de Mai 1978.

DTU P 65-201

Revêtements muraux scellés destinés aux locaux d'habitation, bureaux et établissements d'enseignement (DTU 55).

Normes françaises

Il sera tenu compte de toutes les normes françaises AFNOR concernant les matériaux et matériels mis en œuvre.

- ↗ NF P 61-202-1
- ↗ NF P 52-301 Travaux de bâtiment - Prescriptions pour l'exécution des panneaux chauffants à tubes métalliques enrobés dans le béton - Cahier des charges (Référence DTU 65.6).
- ↗ NF EN 87 Carreaux et dalles céramiques pour sols et murs - Définitions, classification, caractéristiques et marquage (indice de classement : P 61-101).
- ↗ NF P 61-302 Carreaux de mosaïque de marbre.
- ↗ NF P 75-301 Isolants thermiques de bâtiments manufacturés - Plaques et panneaux - Mesure de la compressibilité à température ambiante sous charge constante.
- ↗ NF P 84-204 Travaux de mise en œuvre - Travaux d'étanchéité des toitures-terrasses avec éléments porteurs en maçonnerie (Constituée de : Partie 1 : Cahier des clauses techniques ; Partie 2 : Cahier des clauses spéciales) (Référence DTU 43.1).
- ↗ NF P 84-301 Chape souple de bitume armé à armature en toile de jute.
- ↗ NF P 84-302 Feutre bitumé à armature en carton feutre.
- ↗ P 84-303 Etanchéité - Chape souple de bitume armé à armature en tissu de verre.
- ↗ Cahier du CSTB n° 2899

1.16 Classement U. P. E. C. des locaux

Classement U. P. E. C. suivant Cahier 3509 – Novembre 2004

1.17 Descriptions des ouvrages

L'entreprise devra proposer **5** marques à l'agrément de l'Architecte et du Maître d'ouvrage, pour chacun des types de carrelage et faïence.

L'architecte choisira **5** teintes dans toute la gamme sans restriction.

Les sous couches résiliente minces devront présenter une garantie étendue au classement UPEC de chaque local et faire l'objet d'un avis technique ou cahier des charges avec agréments.

Les revêtements de sol devront répondre - à charge du présent lot - aux normes relatives à l'isolement aux bruits d'impacts suivant spécifications de la NRA: 67 dB(A).

Les zones spécifiées sans sous couche résiliente ne sont données qu'à titre indicatif.

Enduits de planissage

Les enduits de planissage devront avoir un avis technique et une certification du CSTB de suivi et marquage, attestant la conformité des fabrications de ce produit.

Leur mise en œuvre sera réalisée selon les prescriptions du fabricant et règles de l'art compte tenu des supports. La résistance au poinçonnement des enduits de planissage sera au moins égale à celle du revêtement de sol choisi dans le cas d'un enduit de classe P3, l'épaisseur minimale sera de **3 mm**.

Les produits et la mise en œuvre seront conformes au cahier n°1836dy CSTB de mars 1983 et mise à jour.

DESCRIPTION des OUVRAGES

Rappel : Les entreprises devront respecter obligatoirement

Arrêtés et attendus des AT

Rapport initial de solidité des ouvrages du bureau de contrôle

Rapport initial de sécurité incendie du bureau de contrôle

Rapport initial d'accessibilité handicapés du bureau de contrôle

Rapport initial des installations électriques du bureau de contrôle

Etude thermique, PGC et toutes pièces du marché

NOTE IMPORTANTE

Enlèvement des emballages et déchets de chantier du présent lot aux frais et à la charge de l'entreprise du présent lot compris mise en place, pendant toute la période de l'intervention du présent corps d'état, de bennes à gravois compris montage, descente, manutention et chargement des déchets et emballages.

Approvisionnement des matériaux et matériels dans les niveaux du projet compris manutention, engin de levage ou aggrès aux frais et à la charge de l'entreprise du présent lot. Montage ou descente des matériaux et matériels dans les niveaux du projet suivant les prescriptions du code du travail.

1 – Bande d'éveil à la vigilance

Travaux comprenant :

Fourniture et pose d'une bande d'éveil à la vigilance

Matériaux : Résine polyuréthane aspect satiné. Produit souple ce qui lui permet une adaptation aux supports irréguliers.

Dimensions : selon plan

Fixation : par un adhésif très résistant pour un ancrage définitif sur tout type de sol lisse

Avant de poser le produit le support doit être propre, exempt de poussière, graisse et huile.

Couleurs : selon choix du maître d'œuvre dans la gamme standard

Teintée dans la masse.

Classement au feu NF EN ISO 11925-21 : Cfl-S1.

Bonne anti-glissance : résultat SRT état sec = 0.94.

Conforme à la norme NFP 98-351 d'Août 2010.

Température de service : - 40°C / 120°C.

Directives européennes : 2000/53/CE, 2002/95/CE, REACH.

COV (VDA 278) : A+.

Absence de formaldéhydes : OUI.

Bande pouvant être découpée au cutter grosse lame (après plusieurs passages de lame sur la face arrière de la bande) afin de l'ajuster au plus près de la largeur de l'escalier.



Localisation :

**Dans bâtiment A sur escaliers des amphithéâtres selon plan en RDC (repère 7)
Positionné à un giron du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment A sur escalier extérieur selon plan en RDC (repère 22, 26)
Positionné à 0.50 ml du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment A sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 31, 35, 38, 42, 45)
Positionné à 0.50 ml du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment B sur escalier intérieur selon plan à tous les niveaux (repère 2)
Positionné à 0.50 ml du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment C sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 4, 8)
Positionné à 0.50 ml du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment D sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 15, 20, 23, 27)
Positionné à 0.50 ml du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment D sur escaliers intérieur selon plan en RDC (repère 32)
Positionné à un giron du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

**Dans bâtiment F sur escalier intérieur selon plan à tous les niveaux (repère 5)
Positionné à 0.50 ml du premier nez de marches (dans le sens de la descente)**

2 – Contraste des contremarches

Travaux comprenant :

Fourniture et pose de contraste visuel de contremarches

L'entreprise du présent lot devra ajouter un contraste visuel de 10 cm de hauteur minimum sur la première et dernière contremarche de chaque volée de marches.

Produit de chez Signals ou équivalent

Avant de poser le produit le support doit être propre, exempt de poussière, graisse et huile.

Dimension : L 10 m x l 100 mm rouleau en bande

Couleurs principales : blanc, bleu, jaune, rouge, noir et phosphorescent

Environnement : Intérieur

Matière : PVC

Spécificités : Aspect mat

Sols compatibles : carrelage, résine de sol de méthacrylate de méthyl, béton lisse, résine époxy

Température d'utilisation (°C) : -20 à 70

Localisation :

Dans bâtiment A sur escalier des amphithéâtres selon plan en RDC (repère 8)

Dans bâtiment A sur escalier extérieur selon plan en RDC (repère 23, 27)

Dans bâtiment A sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 32, 36, 39, 43, 46)

Dans bâtiment B sur escalier intérieur selon plan à tous les niveaux (repère 3)

Dans bâtiment C sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 5, 9)

Dans bâtiment D sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 16, 21, 24, 28, 33)

Dans bâtiment F sur escalier intérieur selon plan à tous les niveaux (repère 6)

3 – Contraste des nez de marches

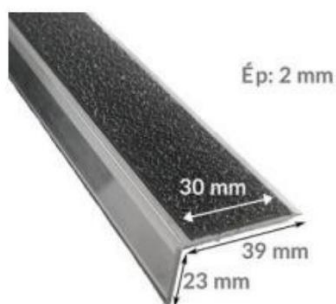
L'entreprise du présent lot devra ajouter un élément antidérapant et contrasté sur au moins 3 cm en horizontal pour chaque nez de marches.

Produit de chez Signals ou équivalent

Ce nez de marche en aluminium avec profil photoluminescent et bande antidérapante est facile à poser, puisqu'il dispose d'un auto-adhésif. Ce nez de marche à angle droit (cornière) est constitué d'un antidérapant à fort contraste visuel qui alerte d'un danger potentiel. Il rattrape les irrégularités du nez de la marche. Le nez de marche doit être de couleur différente de l'escalier pour être bien visible.

Caractéristiques techniques :

- Coloris : Jaune ou noir
- Dimensions : L 1.5 m x l 39 mm x H 23 mm
- Mode de pose : Auto-adhésif antidérapant collé sur le produit
- Usage : Intérieur
- Matériau : Aluminium/PVC
- Poids : 0,450 kg
- Classe de l'antidérapant : R11
- Résistance aux produits chimiques suivants : Eau de javel, Ethylène glycol, Huiles végétales, Huiles hydrauliques, Huiles de graissage, Ammoniaque
- Faiblesse aux produits chimiques suivants : Acétone, Chlore, Ether, Méthyléthylcétone, Hydroxyde de sodium (soude caustique)



Localisation :

Dans bâtiment A sur escalier extérieur selon plan en RDC (repère 24, 28)

Dans bâtiment A sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 33, 40)

Dans bâtiment C sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 6, 10)

Dans bâtiment D sur escalier intérieur selon plan en RDC (repère 25)

4 – Circulation sur le tapis

Travaux comprenant :

Dépose des paillassons existants et enlèvement en décharge
Nettoyage et dépoussiérage du sol.

Fourniture et pose d'un tapis d'entrée extérieur.

A poser dans cadre existant compris découpe selon dimension.

Largeur 120 cm

Longueur max. par rouleau

Epaisseur +/- 23 mm

Poids +/- 8 kg par m2

Nombre de trous 30 (dans la largeur)

Diamètre d'un trou 1,6 cm

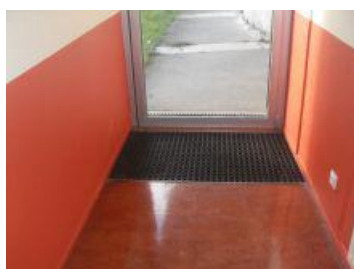
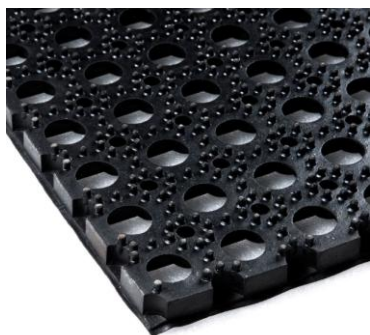
Antidérapant Oui

Amortissant Oui

Réduction du bruit Oui

Drainage Oui

Résistant au gel Oui



Localisation :

Dans bâtiment A en RDC selon plan (repère 54)

Dans bâtiment B en RDC selon plan (repère 5)

Dans bâtiment D en RDC selon plan (repère 1)

Dans bâtiment F en RDJ selon plan (repère 3)

Dans bâtiment F en RDC selon plan (repère 11, 13)

5 – Travaux de sols et plinthes suite à dépose

Travaux comprenant :

Raccords de plinthes suite à dépose de cloisons et de cloisons neuves dans les zones restructurées

Pose collée de plinthes en carrelage selon choix du maître d'œuvre en raccord avec l'existant compris traitement des joints.

Pose collée de carreaux au sol ou pose d'un plat ou d'un seuil en raccord selon cas. Teinte selon choix du maître d'œuvre compris traitement des joints.

Localisation : selon plan et pour toutes les zones restructurées

Pour les sanitaires bâtiment A en RDC selon plans

Pour les sanitaires bâtiment A en R+1 selon plans (repère 51)

Pour les sanitaires bâtiment A en R+2 selon plans

Pour les sanitaires bâtiment A en R+3 selon plans (repère 53)

Pour les sanitaires bâtiment B en R-1 selon plans (repère 1)

Pour les sanitaires bâtiment D en R+1 selon plans (repère 39)

Pour les sanitaires bâtiment D en R+2 selon plans (repère 44)

Pour les sanitaires bâtiment D en R+3 selon plans

Pour les sanitaires bâtiment F en RDC selon plans (repère 14)

6. Travaux fin de lot

Divers

Tous les travaux qui ne sont pas décrits ci-dessus et qui sont nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, tant du point de vue technique que du point de vue esthétique, seront à exécuter sans pouvoir prétendre à un quelconque supplément de prix dû à une omission du présent CCTP et du bordereau qui l'accompagne. Toutes sujétions.

Evacuation

Evacuation des gravats à la décharge publique au fur et à mesure des travaux.

Tri sélectif : bennes Déchets non dangereux-inertes / Déchets non dangereux, non inertes / Déchets dangereux / Filière spécifique

Aucun tas de gravats ne sera accepté sur le chantier ou son territoire.

Dans le cas contraire le maître d'œuvre fera procéder à l'évacuation de ceux-ci, à la charge du lot concerné

Documents à fournir

Transmettre au bureau de contrôle pour approbation, les documents techniques d'exécution qui comprendront :

Un plan d'ensemble précisant les sols durs et souples, plinthes, faïences murales, étanchéité, etc

Les détails d'exécution : coupe, détails des points singuliers et raccordement avec les autres ouvrages

Les caractéristiques des produits utilisés (avis technique, cahier des charges approuvé...), le système de pose.

Transmettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle

Les fiches techniques

Les échantillons

Les différentes teintes

Les DOE